AECK/ WG

**RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**

Fraternité-Justice-Travail

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

**LOI N° 2022 — 33 DU 09 DECEMBRE 2022** portant loi de finances pour la gestion 2023.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 1 er décembre 2022 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE**

**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER
  
TITRE I**

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**I - IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES**

**A - DISPOSITIONS ANTERIEURES**

**Article ler** Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2023, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1. la perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'État, produits et revenus affectés à l'État ;
2. la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuites, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également passibles des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou

franchise de droit, impôt ou taxe ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

2 •

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

B- MESURES RECONDUITES

Article 2 : Les camions neufs importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1F->rjanvier au 31 décembre 2023.

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)
* Prélèvement communautaire (PC) ;
* Prélèvement de solidarité (PS) ;
* Taxe de statistique (T.STAT) ;
* Timbre douanier (TD) ;
* Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
* Taxe de voirie (TV).

Article 3 : Les véhicules neufs à quatre roues importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés à la mise en place d'une flotte de taxis dans les grandes villes de la République du Bénin sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du i er janvier au 31 décembre 2023.

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)
* Prélèvement communautaire (PC) :
* Prélèvement de solidarité (PS)
* Taxe de statistique (T.STAT) ;
* Timbre douanier (TD) ;
* Redevance d'aménagement urbain (RAU)
* Taxe de voirie (TV).

Sont exclus du champ d'application de cet article, les véhicules de grosses cylindrées et les véhicules utilitaires.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des finances, du développement et des transports, précise les modalités d'application du présent article.

Article 4 Les autobus, autocars et minibus de toutes catégories, importés, fabriqués ou vendus à l'état neuf en République du Bénin et destinés au transport en commun sont -d

exonérés de fous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1 er janvier au 31 décembre 2023.

3

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après :

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
* Prélèvement communautaire (PC) ;
* Prélèvement de solidarité (PS) ;
* Taxe de statistique (T.STAT) ;

- Timbre douanier (TD) ;

* Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
* Taxe de voirie (TV).

Article 5: Les aéronefs et les aérostats, ainsi que leurs pièces de rechange, sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1 or janvier au 31 décembre 2023.

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après :

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
* Prélèvement communautaire (PC)
* Prélèvement de solidarité (PS) ;
* Taxe de statistique (T.STAT) ;
* Timbre douanier (TD) ;
* Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
* Taxe de voirie (TV).

Article 6 : Les récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier et les accessoires (brûleurs, supports marmites pour les bouteilles de 3 et 6 kg, tuyaux, raccords, détendeurs, réchauds à gaz sans four et robinet-détendeurs) pour gaz domestique, importés, fabriqués ou vendus en République du Bénin sont exonérés de tous droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) durant la période allant du 1 or janvier au 31 décembre 2023.

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après :

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
* Prélèvement communautaire (PC) ;
* Prélèvement de solidarité (PS) ;
* Taxe de statistique (T.STAT) ;

- Timbre douanier (TD) ;

- Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;

- Taxe de voirie (TV).4.4

Article 7 : Du 1° janvier au 31 décembre 2023 et nonobstant les dispositions de l'article 14 de la loi n° 2014-25 du 23 décembre 2014 portant loi de finances pour lo gestion 2015 et les lois qui l'ont modifiée, le taux de la taxe de statistique (T.STAT) sur les produits pétroliers en régime de réexportation d'une part, le charbon, le manganèse et autres matières premières en transit à destination de pays non enclavés d'autre part, est de 1% de la valeur en douane pour les produits non communautaires.

4

Article 8 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du code des douanes et de l'article 229 du code général des impôts, les matériels et équipements neufs importés en République du Bénin par les petites et moyennes entreprises ne bénéficiant pas d'un régime fiscal dérogatoire, destinés à l'installation d'unités artisanales et industrielles sont exonérés, sur leur demande, de droits et taxes de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, taxes et redevance ci-après :

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
* Prélèvement communautaire (PC) ;
* Prélèvement de solidarité (PS) ;
* Taxe de statistique (T.STAT) ;
* timbre douanier (TD) ;
* Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
* Taxe de voirie (TV).

Les modalités d'application de cette disposition sont fixées par décision du comité interministériel de promotion des investissements prévu à l'article 10 de la loi n° 2020-02 du 20 mars 2020 portant code des investissements en République du Bénin.

Article 9 : Nonobstant les dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du code des douanes et de l'article 229 du code général des impôts, les voitures de tourisme et autres véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes autres que ceux de la position tarifaire n° 8702, y compris les voitures de type « break » double cabine, importées, fabriquées ou vendues à l'état neuf en République du Bénin bénéficient, durant la période allant du lor janvier au 31 décembre 2023, des avantages douaniers et fiscaux suivants :

1) abattement sur la valeur en douane de :

* 99% pour les voitures électriques à l'état neuf

95% pour les voitures hybrides à l'état neuf ;

* 90% pour les autres voitures à l'état neuf.

2) exonération de la taxe sur la valeur ajoutée {TVA).

Toutefois, ils restent assujettis aux taxes ci-après :

* Taxe de statistique (T.STAT) ;

- Timbre douanier (TD) ;ie,‘

- Taxe de voirie (TV).

Article 10 : A compter du ler janvier 2023 et nonobstant les dispositions de l'article 12 de la loi n° 2015-41 du 29 décembre 2015 portant loi de finances pour la gestion 2016, le faux de la taxe de statistique (T.STAT) sur les machines et matériels agricoles, les machines et matériels destinés à l'élevage, à l'aquaculture et à la pêche ainsi que leurs parties, accessoires et pièces détachées en régime d'exonération est de 1% de la valeur en douane de ces produits.

Article 11 : Nonobstant !es dispositions des articles 2, 4, 5 et 6 du code des douanes et de l'article 229 du code général des impôts, les équipements et matériaux neufs importés en République du Bénin ainsi que les matériaux locaux, destinés à la construction des stations-service, des stations-trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil sont exonérés des droits et taxes de douane et de la taxe sur la voleur ajoutée (TVA) pour !a période allant du 1 er janvier au 31 décembre 2023.

De même et pour la même période, les équipements neufs importés pour la rénovation des stations-service, des stations-trottoir, des cuves à pétrole et à gasoil sont en régime d'exonération des droits et taxes d'entrée et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette exonération s'étend à la taxe de statistique (T.STAT) instituée par la loi n° 2002-25 du 31 décembre 2002 portant loi de finances pour la gestion 2003.

Toutefois, ils restent assujettis aux prélèvements, redevances et taxe ci-après :

* Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
* Prélèvement communautaire (PC) ;
* Prélèvement de solidarité (PS)
* Redevance d'aménagement urbain (RAU) ;
* Redevance statistique (RS) ;
* Taxe de voirie (TV).

C- MESURES NOUVELLES

Article 12 : Du 1 janvier au 31 décembre 2023 et nonobstant les dispositions des articles 487, 488 et 645 du code général des impôts, les majorations, intérêts de retard, coût de commandement et frais de saisie ne sont pas applicables aux contribuables qui procèdent au paiement intégral des droits dus en matière de taxe foncière unique.

Article 13 : Les actes portant mutation à titre onéreux de biens immeubles bénéficiant de la mesure d'accomplissement gratis de la formalité de l'enregistrement sont désormais soumis aux dispositions des articles 331 et 355 de la loi n° 2021-15 du 23 décembre 2021 portant code général des impôts.

Article 14 : Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 2022-25 du 11 novembre 2022 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2022 et celles du décret n° 2022-419 du 20 juillet 2022 portant fixation de nouvelles redevances à l'exportation du soja et du riz paddy, en soutien aux prix des intrants agricoles sont reprises et modifiées comme suit : la contribution à la recherche et à la promotion agricole (CRA) instituée en

République du Bénin par la loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016 et les rois qui l'ont modifiée est désormais perçue sur les exportations des produits agricoles non transformés, suivant le tableau ci-dessous.

Article 15 : Les prélèvements institués par les articles 21 de la loi n° 2017-40 du 29 décembre 2017 portant loi de finances pour la gestion 2018 ; 63 et suivants de la loi n° 2006-17 du 17 octobre 2006 portant code minier et fiscalité minière en République du Bénin ; 1'-.)r et suivants de la loi n° 84-09 du 15 mars 1984 sur le contrôle des denrées alimentaires ; 26 de la loi-cadre n° 2014-19 du 07 août 2014 relative à la pêche et à l'aquaculture en République du Bénin ; 10 de la loi n° 2015-41 du 29 décembre 20154

6

Positions tarifaires

|  |  |
| --- | --- |
| N°  d'ordre | Taux  (FCFA/Kg) |
| 1 | 30 |
| 2 | 15 |
| 3 | 60 |
| 4 | 35 |
| 5 | 50 |
| 6 | 20 |
| 7 | 20 |
| 8 | 35 |
| 9 | 50 |
| 10 | 90 |
| 11 | 50 |
| 12 | 70 |
| 13 | 140 |

Libellés

Graines de coton Graines de karité

Cossettes d'igname

Cossettes de manioc

Gari

Huile de palme

Huile palmiste
  
Igname
  
Maïs
  
Riz paddy
  
Noix de cajou
  
Noix de palme

14

Fèves de soja, même
  
concassées

Noix et amandes de

20

palmistes

15 10 f Fibres de coton

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 12 | 07 | 21 | 00 00 et 12 07 | 29 | 00 | 00 |
|  |  |  | 12 07 99 10 00 |  |  |  |
|  |  |  | 07 14 30 00 00 |  |  |
|  |  |  | 07 14 10 00 00 |  |  |  |
| 11 | 06 | 20 | 11 00 et 11 06 | 20 | 12 | 00 , |
| 15  15 | 11  11 | 10  90 | 00 00; 15 11 90 10 00 ;  00 00 et 15 11 90 99 00 ' | | | |
| 15 | 13 | 21 | 00 00 et 15 13 | 29 | 00 | 00 |
| 10 | 05 |  | 07 14 30 00 00 |  | 00 |  |
| 10 | 00 00 e...t 10 05 | 90 | 00 |
|  |  |  | 10 06 10 10 00 |  |  |  |
|  |  |  | 08 01 31 00 00 |  |
|  |  |  | 08 02 90 00 00 |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1201 | 100000 et 1201 | | | | | 900000 |
|  |  | 12 | 07 | 10 | 00 | 00 |
| 52 01 | 00 | 90 | 00; | 52 | 03 | 00 10 00 et |
|  |  | 52 | 03 | 00 | 20 | 00 |

Autres graines et fruits

16 10 oléagineux, même 12 07 30 00 00à 12 07 99 90 00

concassées

La redevance de promotion du secteur agricole prévue par le décret n° 2022-064 du 02 février 2022 et les redevances en soutien aux prix des intrants agricoles prévues par le décret n° 2022-419 du 20 juillet 2022 sont reprises par le présent article sous la dénomination « contribution à la recherche et à la promotion agricole (CRA) ».

Elle est perçue à l'exportation dans les mêmes conditions que la taxe de voirie et reversée dans un compte ouvert dans les livres du Trésor public.

Sont toutefois exonérés de ladite contribution, tous les autres produits de la section 11 du règne végétal du tarif extérieur commun de la CEDEAO « TEC-CEDEAO ».

portant loi de finances pour la gestion 2016 9 de l'ordonnance n° 2010-01 du 1e, janvier 2010 modifié par les articles 20 et 6 des lois de finances n° 2012-42 du 28 décembre 2012 et n° 2015-41 du 29 décembre 2015 et complétés par l'article 7 de la loi de finances n° 2015-41 du 29 décembre 2015 ; 46 et 57 de la loi n° 97-10 du 20 août 1997 portant libéralisation de l'espace audiovisuel et dispositions pénales spéciales relatives aux délits en matière de presse et de communication audiovisuelle en République du Bénin ; 201 et suivants de la loi n° 2015-07 du 20 mars 2015 portant code de l'information et de la communication en République du Bénin ; 22 et 117 de !a loi n° 2019-06 du 15 novembre 2019 portant code pétrolier en République du Bénin et dénommés "redevances" sont reclassés dans la catégorie des taxes.

7

Article 16 : Les dispositions de l'article 17 de la loi n° 2019-46 du 27 décembre 2019 portant loi de finances pour la gestion 2020 sont reprises et modifiées comme suit :

Le référentiel des prix unitaires de location et de cession sur le domaine privé de I' Etat et des collectivités territoriales en République du Bénin, autres que So-Ava et Les Aguégués, se présente tel que mentionné dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Référentiel des prix de cession et de location sur le domaine privé de l'Etat et des collectivités territoriales (2023-2025) | | | | | | | | | | | | | |
| DÉLIMITATION | | |  | | | | | | PRIX AU M2 NON BÂTI | | | | |
| ZONES | | | | | | CESSION | | | | BAIL / LOCATION |
|  | | | COTONOU | | | | | | | | | | |
| COTONOU | | | Zone 1 | | | | | 162 790 | | | | 3 255 | |
| Zone 2 | | | | | 151 755 | | | | 3 035 | |
| Zone 3 | | | | | 99 225 | | | | 1 985 | |
| Zone 4 | | | | | 68 765 | | | | 1 375 | |
| Zone 5 | | | | | 40 115 | | | | 800 | |
| Zone 6 | | | | | 39 000 | | | | 780 | |
| Ex-ZI (Akpakpa) | | | | | 99 225 | | | | 1 985 | |
|  | | | PORTO-NOVO | | | | | | | | | | |
| Zone administrative et résidentielle | | | Zone 1 | | | | 14 855 | | | | 295  , | | |
| Zone d'habitation (noyau  I  ancien) | | | Zone 2 | | | | 14 855 | | | | 295 | | |
| Zone d'habitation inouveaux quartiers) | | | Zone 3 | | | | 10 610 | | | | 210 | | |
| Zone suburbaine | | | Zone 4 | | | | 6 365 | | | | 125 | | |
| SEMÉ -PODJI | | | | | | | | | | |  | | |
| Zone littorale | | Zone 1 | | | | 29 715 | | | | | 595 | | |
| Sud de la RN1E | | Zone 2 | | | | 2 970 | | | | | 60 | | |
| Nord de la RNIE | | Zone 3 | | | | 2 600 | | | | | 50 | | |
| ZI 3, ZFI | | Zone 4 | | | | - | | | | | 150 | | |
| Ganvidokpo centre | | Zone 5 | | | | 1 855 | | | | | 35 | | |
| Kraké | | Zone 6 | | | | 2 230 | | | | | 45 | | |
| AVRANKOU, BONOU, ADJOHOUN, AKPRO-MISSERETE ET ADJARRA | | | | | | | | | | | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | | | | 4 245 | | | | | 85 | | | |
| Zone d'habitation | Zone 2 3 185 | | | | | | | | | 65 | | | |
| Zone suburbaine | Zone 3 | | | 1 485 | | | | | | 30 | | | |

POBE, SAKETE, ADJA-OUERE, IFANGNI, ET KETOU

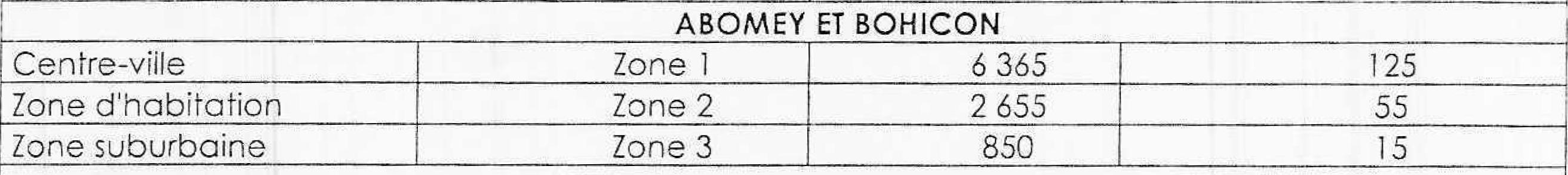
8

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Centre-ville | | | | | Zone 1 | | | | 5 095 | | | | 100 |
| Zone d'habitation | | | | | Zone 2 | | | | 3 185 | | | | 65 |
| Zone suburbaine | | | | | Zone 3 | | | | 1 485 | | | | 30 |
| ABOMEY-CALAVI | | | | | | | | | | | | | |
| Centre-ville | | | | Zone 1 | | | | 9 285 | | | | 185 | |
| Godomey | | | | Zone 2 | | | | 6 365 | | | | 125 | |
| Cocotomey | | | | Zone 3 | | | | 4 775 | | | | 95 | |
| Akassato | | | | Zone 4 | | | | 3 185 | | | | 65 | |
| Ahossouabéta | | | | Zone 5 | | | | 3 185 | | | | 65 | |
| Kansounkpa | | | | Zone 6 | | | | 3 185 | | | | 65 | |
| Ouèdo | | | | Zone 7 | | | | 2 600 | | | | 50 | |
| Glo-Djigbé centre | | | | Zone 8 | | | | 2 600 | | | | 50 | |
| Zone suburbaine | | | | Zone 9 | | | | 1 380 | | | | 30 | |
| OUIDAH | | | | | | | | | | | | | |
| Centre-ville | | | Zone 1 | | | | 12 735 | | | | 255 | | |
| Zone du littoral i Zone 2 | | | | | | | 2 120 | | | | 40 | | |
| Zone d'habitation I Zone 3 | | | | | | | 4 245 | | | | 85 | | |
| Zone suburbaine f Zone 4 | | | | | | | 1 060 | | | | 20 | | |
| ZE, TORI-BOSSITO, KPOMASSE ET TOFFO, BOPA ET HOUEYOGBE, ATHIEME | | | | | | | | | | | | | |
| Centre-ville | | Zone 1 | | | | 1 910 I 40 | | | | | | | |
| I Zone d'habitation | | Zone 2 | | | | 1 275 L 25 | | | | | | | |
| Zone suburbaine | | Zone 3 | | | | 1 060 | | | | 20 | | | |
| Zone rurale | | Zone 4 | | | | 210 | | | | 5 | | | |
| COME, LOKOSSA, GRAND - POPO, ALLADA | | | | | | | | | | | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | | | | | 5 305 | | | | 105 | | | |
| Zone d'habitation | Zone 2 | | | | | 3 715 | | | | 75 | | | |
| Zone suburbaine | Zone 3 | | | | | 850 | | | | 15 | | | |
| Zone littorale  (uniquement Grand- Popo) | Zone 3 | | | | | 1 590 | | | | 30 | | | |

DOGBO, TOVIKLIN, LALO, DJAKOTOMEY, APLAHOUE ET KLOUEKANMEY

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Centre-ville | I | Zone 1 | 4 245 | 85 |
| Zone d'habitation | ' | Zone 2 | 3 185 | 65 |

Zone suburbaine Zone 3 1 485 30



Centre-ville

125

Zone d'habitation

Zone suburbaine

i5

55

850

Zone 3

ABOMEY ET BOHICON

6 365

Zone 1

2 655

Zone 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| DJIDJA, ZA-KPOTA, AGBANGNIZOUN, OUINHI, COVE, ZANGNANANDO ET ZOGBODOMEY | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | 3 395 | 70 |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 2 120 | 40 |
| Zone suburbaine | Zone 3 | 850 | 15 |
| BANTE, SAVALOU, DASSA-ZOUME, SAVE, GLAZOUE ET OUESSE | | | |
| Centre-ville | Zone | 4 245 | 85 |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 2 120 | 40 |
| Zone suburbaine Zone 3 | | 1 060 | 20 |
| DJOUGOU, BASSILA, COPARGO ET OUAKE | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | 4 245 | 85 |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 3 185 | 65 |
| Zone suburbaine | Zone 3 | 850 | 15 |

MATER!, NATITINGOU, COBLY, KOUANDE, KEROU, PEHUNCO, BOUKOUMBE, TANGUIETA ET TOUNCOUNTOUNA

9

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Centre-ville | Zone I | 4 245 85 | |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 2 120 fi 40 | |
| Zone suburbaine | Zone 3 | 850 15 | |
| PARAKOU | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | 14 855 | 295 |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 11 145 | 225 |
| Zone suburbaine Zone 3 | | 1 275 | 25 |
| SINENDE, PERERE, KALALE, GOGOUNOU ET SEGBANA | | | |
| Centre-ville | Zone 1 1 | 1 700 | 35 |
| Zone d'habitation | Zone 2 | 1 060 | 20 |
| Zone suburbaine | Zone 3 | 635 | 15 |
| KANDI, MALANVILLE, KARIMAMA, BANIKOARA, N'DALI, TCHAOUROU, NIKKI ET BEMBEREKE | | | |
| Centre-ville | Zone 1 | 3 395 | 70 |
| Zone d'habitation j Zone 2 | | 2 120 | 40 |
| Zone suburbaine | Zone 3 J | 850 | 15 |

Article 17: Les dispositions de l'article 27 de la loi n° 2021-16 du 23 décembre 2021 portant loi de finances pour la gestion 2022 sont modifiées et complétées comme suit : Alinéa 1 sans changement ;

Alinéa 2 :

Il est institué au profit du port autonome de Cotonou, aux fins des « opérations de sécurisation des corridors », les prélèvements ci-après :

* Contribution du PAC-gestion du BESC ;

Sécurisation corridors-trie ;

* Sécurisation corridor-prélèvement spécifique par le PAC ;

Sécurisation corridor-redevance aménagement voies inter-parc ;

* Sécurisation corridor-redevance de sécurisation des parcs.

Les tarifs de ces prélèvements sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés des finances et des transports.

Article 18 : Les dispositions de l'article 24 de la loi n° 2021-16 du 23 décembre 2021 portant loi de finances pour la gestion 2022 sont reprises et modifiées comme suit :

A compter du 1c, janvier 2023, le montant de la taxe sur l'exportation de la ferraille et des sous-produits ferreux est fixé à 50 francs CFA par kilogramme net.

Article 19 : Les dispositions du code des douanes sont modifiées et reprises ainsi qu'il suit :

Article 13 bis :

10

1. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être
     
   déterminée par application des dispositions de l'article 13, la valeur en douane sera la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues pour l'exportation à destination du même pays d'importation et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
2. Lors de l'application du présent article, la valeur en douane sera
     
   déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues au même niveau commercial et sensiblement en même quantité que les marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, on se référera à la valeur transactionnelle de marchandises identiques, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner, à la condition que de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou une diminution de la valeur, puissent se fonder sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.
3. Lorsque les coûts et frais visés au paragraphe 2 de l'article 18 seront compris dans
     
   la valeur transactionnelle, cette valeur sera ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises importées, et d'autre part aux marchandises identiques considérées, par suite de différences dans les distances et les modes de transport.
4. Si, lors de l'application du présent article, plus d'une valeur transactionnelle de marchandises identiques est constatée, on se référera à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Article 13 ter :

1. Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles 13 et 13 bis, la valeur en douane sera la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues pour l'exportation à destination du même pays d'importation et exportées au même moment ou à peu près au même moment que les marchandises à évaluer.
2. Lors de l'application du présent article, la valeur en douane sera déterminée en se référant à la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues au même niveau commercial et sensiblement en même quantité que les marchandises à évaluer. En l'absence de telles ventes, on se référera à la valeur transactionnelle de marchandises similaires, vendues à un niveau commercial différent et/ou en quantité différente, ajustée pour tenir compte des différences que le

niveau commercial et/ou la quantité auraient pu entraîner, à la condition que de tels ajustements, qu'ils conduisent à une augmentation ou à une diminution de la valeur, puissent se fonder sur des éléments de preuve produits établissant clairement qu'ils sont raisonnables et exacts.

1. Lorsque les coûts et frais visés au paragraphe 2 de l'article 18 seront compris dans
     
   la valeur transactionnelle, cette valeur sera ajustée pour tenir compte des différences notables qui peuvent exister entre les coûts et frais afférents, d'une part aux marchandises importées, et d'autre part aux marchandises similaires considérées, par suite de différences dans les distances et les modes de transport.
2. Si, lors de l'application du présent article, plus d'une valeur transactionnelle de
     
   marchandises similaires est constatée, on se référera à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

Article 14 nouveau : Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles 13, 13 bis et 13 ter, la valeur en douane sera déterminée par application des dispositions de l'article 15 ou, lorsque la valeur en douane ne pourra pas être déterminée par application de cet article, par application des dispositions de l'article 16 toutefois, à la demande de l'importateur, l'ordre d'application des articles 15 et 16 sera inversé.

Article 165 bis : Toutes les marchandises, et les moyens de transport, qui sont introduites sur le territoire douanier ou quittant celui-ci, sont soumises au contrôle de l'administration des douanes, qu'elles soient passibles ou non de droits et taxes.

Les contrôles douaniers sont limités au minimum nécessaire pour assurer l'application de la législation douanière.

Pour l'application des contrôles douaniers, l'administration des douanes fait appel à l'analyse des risques de fraude. La gestion des risques identifiés permet de définir l'étendue de la vérification, les personnes, moyens de transport et marchandises à contrôler.

Article 20 : Les dispositions du code général des impôts sont modifiées et reprises ainsi qu'il suit :

Article 32

1. sans changement.
2. Les dons et libéralités dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'industrie culturelle, touristique et des arts ou des infrastructures collectives consentis à l'État, à ses démembrements et aux fédérations sportives reconnues par le gouvernement, sont déductibles dans la limite de vingt-cinq millions (25 000 000) de francs CFA en sus de la déduction accordée au paragraphe précédent. La preuve de la réception des dons et libéralités par le bénéficiaire est jointe obligatoirement à la déclaration de résultat-

Article 47 :

12

1) et 2) sans changement.

1. Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs CFA.

Article 106 :

Le point 1 est complété par la phrase suivante :

Ce taux est réduit à 10% lorsque le bailleur est soumis à l'impôt sur les bénéfices d'affaires ou à l'impôt sur Les sociétés.

Article 108 :

Au f du point 2, les mots « et successions » sont supprimés.

Article 142

Le point 1 est modifié comme suit :

1) Le taux de la retenue est fixé à 20%.

Article 146 : Le point 2, est complété par un c) et un d) ainsi rédigés :

1. pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à un milliard (1000 000 000) de francs CFA ;
2. pour les succursales des entreprises non-résidentes au Bénin. »

Article 159 : Les points 1 et 2 sont repris et rédigés comme suit :

1) Les taux de la taxe foncière unique sont fixés chaque année par les conseils municipaux ou communaux et ne peuvent excéder les limites ci-après :

* 3 à 7% pour les propriétés non bâties ;
* 4 à 8% pour les propriétés bâties.

1. Les collectivités locales doivent faire connaître à la direction générale des impôts au plus tard le 30 novembre de chaque année, les décisions relatives aux taux d'imposition applicables au 1 er janvier de l'année suivante dans leur ressort territorial. À défaut, Les impositions sont établies selon les taux de l'année précédente.

Pour les collectivités territoriales n'ayant adopté aucun taux à la date d'entrée en vigueur du présent code, les taux d'imposition à la taxe foncière unique sont fixés comme suit :

- 5% pour les propriétés non bâties ; - 6% pour les propriétés bâties.

Article 192 :

Il est ajouté un point 9 ainsi rédigé :

1. les employeurs domestiques salariés ou non pour les rémunérations versées aux employés domestiques, tels que définis par les lois et règlements régissant la sécurité

13

sociale en République du Bénin. Le bénéfice de l'exonération est subordonné à la déclaration et au paiement des cotisations à la caisse nationale de sécurité sociale.

Article 218 :

Les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à un milliard (1 000 000 000) de francs CFA sont soumises à une taxe annuelle dénommée taxe de développement du sport.

Le produit de cette taxe est reversé à un fonds dédié au développement du sport. Les modalités de gestion de ces ressources sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés des sports et des finances.

Article 219 :

Le point 1 est modifié comme suit :

Sont exonérées du paiement de la taxe, les entreprises, propriétaires ou copropriétaires d'un club professionnel de sport engagé dans un championnat national, au profit duquel elles réalisent des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

Les points 2 et 3 sont abrogés.

Article 229 :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

1. abrogé.

12) Les opérations des banques et assurances soumises à la taxe sur les activités financières et assurances et les jeux de hasard qui sont soumis à la taxe sur les jeux de hasard.

Le reste sans changement.

Article 272 :

1. Les jeux de hasard sont soumis à une taxe dénommée taxe sur les jeux de hasard.

La taxe est assise sur le prix de vente des tickets ou billets des divers jeux mis à la disposition du public. Le taux de la taxe est de 10%.

1. Toutefois, pour les jeux en ligne, la taxe est assise sur le produit net des divers jeux mis à la disposition du public. Ce produit net s'entend de la différence entre le chiffre d'affaires brut réalisé ou le montant des sommes misées par les parieurs et les gains et les bonus payés aux clients. Le taux de la taxe est de 25%.
2. La taxe est collectée et reversée par l'entreprise qui organise les jeux.
3. Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Article 300 .

Au 8êrne tiret, les mots « 1 000 à 4 000 francs CFA par grume transportée » sont remplacés par « 500 à 700 francs CFA par mètre cube (m3) de grume transportée

Au 1 7cD"' tiret, les mots « 2 000 à 5 000 francs CFA par camion de produits miniers transportés n sont remplacés par « 200 à 500 francs CFA par mètre cube (m3) de gravier, sable, latérite et assimilés transportés et 2000 à 5000 francs CFA par camion de granite transporté n.

14

Article 354 :

1. Les engagements directs ainsi que tous les engagements par signature sont enregistrés gratis.
2. Sont exemptés de la formalité d'enregistrement :

* les contrats de prêt signés dans le cadre des activités de micro crédit dont le montant est inférieur à deux millions (2 000 000) de francs CFA ;
* les contrats de prestation des missions d'enseignement dans les universités publiques.

Article 401 :

Dans tous les cas où la loi prévoit la dispense des droits de timbre, cette exemption comporte également dispense de la formalité de l'enregistrement, sauf en ce qui concerne les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé par l'Etat, les départements et les communes.

Article 402 :

Il est complété par un point 23 et un point 24 ainsi rédigés : Sont exonérés du timbre :

1. les contrats de prêt signés dans le cadre des activités de micro-crédit dont le montant est inférieur à deux millions (2 000 000) de francs CFA ;
2. les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretien, approvisionnement et fournitures dont le prix doit être payé par l'Etat, les départements et les communes.

Article 462 :

Il est ajouté un point 3 ainsi rédigé :

3) Il est fait obligation à toutes personnes physiques ou morales qui réalisent des opérations d'importation, de transit ou d'exportation de biens et de marchandises sous forme de "groupage" pour le compte d'autrui, de détenir et de communiquer aux agents de l'administration des douanes, la liste nominative, adresses et numéro d'identification fiscale des importateurs et expéditeurs effectifs de ces biens, leurs quantités et leurs valeurs, sous peine des sanctions prévues à l'article 495 paragraphe 3 du présent code.

Ces informations sont communiquées par la direction générale des douanes à l'administration fiscale.

II- *RESSOURCES AFFECTEES ET RESSOURCES RECOUVREES AU PROFIT D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS*

15

*A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES ET AUX
  
ETABLISSEMENTS PUBLICS*

Article 21 : Les recettes recouvrées au profit des collectivités locales pour la gestion 2023 sont évaluées à 7 107,6 millions de francs CFA et se répartissent comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Libellé des droits et taxes | Montant  (en millions de FCFA) | |
| - Taxe de voirie | 5 590,9 | |
| - TVA à l'importation | 1 | 516,7 |
| Total 7 | | 107,6 |

Article 22 : Les recettes recouvrées au profit du port autonome de Cotonou pour la gestion 2023 sont évaluées à 13 417 millions de francs CFA.

Article 23 : Les recettes recouvrées au profit du fonds de développement pétrolier pour la gestion 2023 sont évaluées à 12 469 millions de francs CFA.

*8- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE ET AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR*

Article 24 : Sous réserve des dispositions de la présente loi, le budget annexe et les comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmés pour l'année 2023,

Sont également confirmées pour l'année 2023, sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations constatées à leur profit.

Article 25 :11 est créé pour compter de la gestion 2023 le compte d'affectation « Fonds de Développement des Arts et de la Culture » pour retracer les ressources mises à la disposition de l'économie culturelle.

Article 26 : Pour la gestion 2023, les comptes spéciaux ci-dessous reçoivent les affectations de ressources ainsi qu'il suit :

1. le compte « modernisation des régies financières » est alimenté par 16,83% des ressources issues des taxes sur les produits et occises ;
2. le compte « prévention et gestion des catastrophes » est alimenté par 10% des redevances GSM ;-
3. le compte « opérations militaires à l'extérieur» est alimenté par les ressources provenant du système des Nations-Unies, dans le cadre des opérations de maintien de la paix

16

1. le compte « partenariat mondial pour l'éducation » est alimenté au titre de l'année 2023 par les dons de la Banque mondiale (IDA).
2. le compte « fonds de développement des arts et de la culture » est alimenté par 9,28% de l'impôt sur le patrimoine net des personnes physiques.

Les modalités pratiques de perception et d'utilisation de ces ressources sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et des ministres sectoriels concernés.

Article 27 : Il est autorisé pour la gestion 2023, l'imputation par dérogation sur les comptes d'affectation spéciale, des dépenses résultant du paiement des traitements ou des indemnités à des agents de l'État ou d'autres organismes publics.

C- *AUTRES DISPOSITIONS*

Article 28 : Les recettes à recouvrer au titre de la participation de la République du Bénin aux budgets de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et de la Commission de l'Union africaine (UA) sont évaluées pour la gestion 2023 à 27 035,7 millions de francs CFA, se décomposant comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| I  Libellé des droits et taxes | (en millions | Montant  de FCFA)  252,3 |
| Prélèvement communautaire (PC) | 9 |
| Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) | 14  703,4 |  |
| Prélèvement de solidarité (PS)  080,0 | 3 |  |
| Total | 27 | 035,7 |

TITRE Il

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 29 : Les ressources de la loi de finances pour la gestion 2023 sont évaluées à 3 033 337 millions de francs CFA et comprennent :

A- Les recettes du budget général (non compris les ressources affectées).

évaluées à 1 758 950 millions de francs CFA et décomposées comme suit :

17

|  |  |
| --- | --- |
| Libellés | Montant  (en millions de FCFA) |
| Impôts | 868 900 |
| Douanes | 603 452 |
| Trésor | 156 148 |
| Dons budgétaires | 46 600 |
| Fonds de concours et dons projets | 78 850 |
| Agence nationale du domaine et du foncier | 5 000 |

1. **Les recettes du fonds national des retraites du Bénin** sont évaluées à 58 000 millions de francs CFA.
2. **Les recettes des comptes d'affectation spéciale** évaluées à 23 050 millions de francs CFA et décomposées comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Libellés | Mentant  (en millions de ("CFA) | |
| Compte « opérations militaires à l'extérieur » | \_ 000 | |
| Compte « modernisation des régies financières » | 6 | 000 |
| Compte « prévention et gestion des catastrophes » | 5 | 000 |
| Compte « partenariat mondial pour l'éducation » | 2 | 850 |
| Corriple « fonds de développer rienl• des arts et de la  culture )) | 1 | 200 |

1. **Les ressources de trésorerie** sont évaluées à 1 193 337 millions de francs CFA, se décomposant comme suit :

**Article 30 :** Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

**Montant**(en millions de FCFA)

**Libellés**

Emission des dettes à moyen et long termes

426 192

Obligations et bons du trésor

617 548

149 597

Autres ressources de trésorerie

**Article 31 :** Le montant des crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat pour la gestion 2023 est fixé à 2 346 400 millions de francs CFA se décomposant comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Libellés** | **Montant** (en millions de FCFA) | |
| Dépenses ordinaires | 1 | 258 200 |
| Dépenses en capital |  | 959 750 |
| Dépenses du FNRB |  | 105 400 |
| Dépenses des comptes d'affectation spéciale |  | 23 050 |

Article 32 : Les charges de la loi de finances pour la gestion 2023 sont évaluées à 3 033 337 millions de francs CFA, se décomposant comme ci-après :

18

Article 34 : Le budget de l'Eta t pour la gestion 2023 dégage un solde budgétaire global négatif de 506 400 millions de francs CFA déterminé ainsi qu'il suit :

**Montant**(en millions de FCFA)

Libellés

Crédits de paiement ouverts au budget de l'Etat

2 346 400

Charges de trésorerie 686 937

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2023 (En millions de F CFA) J1

TA3LEAU De LA Lo D=FlNANC.i."S GE...STIZ:m 2023

19

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **OPERATIONS BLIDGETAIRES** | **RESSOURCES** | | | | | | | |  | **CHARGES** | | | |  | | | **SOLDES** | | | |
| 1 541 248 | | | | 1 840 000 | | | |  | 2 273 093 | 2 34,S 400 | | |  | | | -.;33 31: | | * -5:..' -ICC | |
| P113 |  | | | |  | | | |  | 10 873 000 | 1 I 670 *000* | | |  | |  | |
| *Déficit* |  | | | |  | | | |  | *-5,9%* | *-4,3%* | | |  | |  | |
|  | LFR 2022 | | | | PLF 2023 | | | |  | LFR 2022 | PLF 2023 | | | LFR 2022 | | r',.: 2023 | |
| i - **3udget générai** | | | | | | | | |  |  | | | |  | | |  | |  | |
| **A- Recettes totales du budget général** | **1 568 898** | | | | | **1 758 950** | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| ci- Recettes des régies, CAA, A NDF (non compris recettes **affectée** | 1 397 000 | | | | | 1 553 600 | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| 1. Recettes d'ordre (renoncement à des droits/lutte contre cherté) | 57 748 | | | | | 60 000 | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| 1. Exonérations classiques | 25 000 | | | | | 19 900 | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| 1. Dons budgétaires | 37 400 | | | | | 46 600 | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| 1. Fonds de concours et recettes assimilées (FdC et dons projets] | 51 75-0 | | | | | 78 850 | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
|  |  | | | | |  | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
| 3- **Dépenses du budget général** |  | | | | |  | | |  | **2 159 043** | | **2 217 950** | |  | | |  | |  | |
| **a- Dépenses ordinaires** |  | | | | |  | | |  | **1 244 137** | | **1 258 200** | |
| 1. Dépenses de personnel |  | | | | |  | | |  | 436 750 | | 523 229 | |  | | |  | | | |
| 1. Charges financières de la dette |  | | | | |  | | |  | 209 439 | | 177 200 | |  | | | 1 | | | |
| 1. Dépenses d'acquisitions de biens **et services** |  | | | | |  | | |  | **!93** 300 | | 188 600 | |  | | |  | | | |
| 1. Dépenses de transfert courant |  | | | | |  | | |  | 404 648 | | 369 171 | |  | | | 1 | | | |
| " Dépenses de tranfertifrlors *exonération)* |  | | | | |  | | |  | 321 900 | | 289 271 | |  | | | i | | | |
| * *Exonérations classiques (LFR* 20221 |  | | | | |  | | |  | 10 *000* | | **19** *900* | | | | |  | | | |
| *\* Dépenses fiscales* (cherté de *la vie et* autres) |  | | | | |  | | |  | *57 748* | | 60 0001 | | | | |  | | | |
| * dépenses fiscales dassisaues *complémentaires* | | | | | |  | | |  | *15 000* | |  | | |  | | | | |  |
| **b- Dépenses en capital** | |  | | | |  | | |  | **914 906** | | **959 750** | | |  | | | | |  |
| 1-Sur financement intérieur | |  | | | |  | | |  | 611 722 | | 639 150 | | |  | | | | |  |
| *Contributions budgétaires* | |  | | | |  | | |  | 534 429 | | 572 800 | | |  | | | | |  |
| \* Emprunt *Intérieur* | |  | | | |  | | |  | *77* 293 | | *66 350* | | |  | | | | |  |
| 2- Sur financement extérieur | |  | | | |  | | |  | 303 184 | | 320 600 | | |  | | | | |  |
| *\* Prêts projets* | |  | | | |  | | |  | *251 434* | | *241 750* | | |  | | | | |  |
| *' Dons projets* | |  | | | |  | | |  | *51 750* | | 78 *850* | | |  | | | | |  |
|  | |  | | | |  | | |  |  | |  | | |  | | | | |  |
| **Solde du budget général (A)-(8)** | |  | | | |  | | |  |  | |  | | | **-590 145** | | | | | **-459 000** |
| **Il- Budget annexe (Fonds national des retraites du Bénin)** | | | | | | | | |  |  | |  | | |  | | | | |  |
|  | | |  | | | |  | |  |  | |  | | |  | | | | |  |
|  | | | ***55* 500** | | | | ***58* 000** | |  | **102 200** | | **105 400** | | |  | | | | |  |
| Fonds National des Retraites du Bénin | | | 55 500 | | | | *58* 000 | | **102** 200 | | 105 400 | | |
|  | | | | |  |
|  | |  | |  | | | **-46 700** | | | | | **-47 400** |
| **Solde budget annexe** | | |  | | | |
|  | | | | |  |
|  | |  | |  | | |
|  | | |  | | | |
| **IN - Comptes d'affectation spéciale** | | | | | | | | |  |  | | | | | | | | | |  |
|  | | | | **16 850** | | | | **23 050** |  | **16 850** | | | **23 050** | | |  | |  | |  |
| a- Opérations Militaires à extérieur | | | | 8 000 | | | | 8 000 |  | 8 000 | | | 8 000 | | |  | |  | |  |
| b- Partenariat Mondial pour l'Eclucation | | | | 2 850 | | | | 2 850 |  | 2 850 | | | 2 850 | | |  | |  | |  |
| c- Modernisation des Régies Financières | | | | 3 000 | | | | 6 000 |  | 3 000 | | | 6 000 | | |  | |  | |  |
| d- Prévention et Gestion des Catastrophes | | | | 3 000 | | | | 5 000 |  | 3 000 | | | 5 000 | | |  | |  | |  |
| e- Fonds de Développement des Arts et de la Culture | | | |  | | | | 1.200 |  |  | | | 1 200 | | |  | |  | |  |
| **Solde pour Comptes d'affectation spéciale** | | | |  | | | |  |  |  | | |  | | |  | | **0** | | **0** |
|  | | | |  | | | |  |  |  | | |  | | |  | |  | |  |
| **Solde budgétaire global** | | | | | | | | |  |  | | |  | | |  | | .636 343 | | -50,i 4CC |

**Article 35** Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit

(En millions de F CFA)

20

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| OPERATIONS DE TRESORERlE | | | | | | RESSOURCES | | | | | | | , CHARGES | | | | SOLDES | | | | | |
|  | | | | | | | | | | |  | | | | | |
|  | | | | | | LFR 2022 PIF 2023 | | | | | | LFR 2022 | | | | PIF 2023 | ' 1FR 2022 | | | | | PU 2023 |
| Besoin de financement (A)+(3) | | | | |  | | | |  | | | 1 315 413 | | | | 1 193 337 |  | | | |  | |
| A• Charges de trésorerie | | | | |  | | | | | | | 678 568  100 664 | | | | 686 937  136 245 |  | | | | | |
| \_\_i  Amortissement Emprunts extérieurs (Prêts) | | | | | | | | | | | |
| ' .A7-Cri3E'.''''efll' E-7..r.., t cs.craL es lr ter'..c7i-..:'0'es | | | | | | | | | | | | 17 528 | | | | 56 134 |  | | | | | |
| ' A p-crilem.e'l' EIC.r." ollc7&-G1 | | | | | | | | | | | | [3 443 | | | | 23 80-7 |  | | | |  | |
| ' ' ATcr:lse.fr', Enicu7 riLlrbr;f:r.1-11 | | | | | | | | | | | | 31 6?3 | | | | 56 304 |  | | | |  | |
| 'Amortissement Emprunts inférieurs | | | | l | | | | | | | | 556 559 | | | | 529 992 |  | | | |  | |
| \* Pr.:4,. oc^cL.es CCO es | | | |  | | | | | | | | 53 553 | | | | 52 586 |  | | | |  | |
| •' uc..cc..crs ..-.i.,.; -r',ECI" | | | | ! | | | | | | | | 487 752 | | | | 433 606 |  | | | | | |
| 3c's JI, Trs;.u. | | | |  | | | | | | | | I C | | | | 31 8C0 |  | | |  | | |
| ir .7'..7OE.S .:4..:t CCer"er", | | | |  | | | |  | | | | 5 .,-,..1 | | | | 10 |  | | |  | | |
| Autres charges de trésorerie | | | |  | | | |  | | | | 21 345 | | | | 20 700 |  | | |  | | |
| `ries :;.;r:,m1 i | | | | | | | |  | | | | 5 7CC | | | | 8 700 |  | | |  | | |
| ' f3 n:.,Tces | | |  | | | | |  | | | | 15 645 | | | | 12 000 | . | | |  | | |
|  | | |  | | | | |  | | | |  | | | |  |  | | |  | | |
| 8. Solde budgétaire global | | |  | | | | |  | | | | 636 845 | | | | 506 400 |  | | |  | | |
|  | | |  | | | | |  | | | |  | | | | |  | | |  | | |
| Ressources de ii.iancement | | | 1 315 413 1 193 337' | | | | | | | | |  | | |  | |  | | |  | | |
| A. Ressources extérieures | | | 347 531 342 450 | | | | | | | | | | | |  | |  | | |  | | |
| 'Prêts Projets | | | 251 434 241 750 | | | | | | | | ■ | | | |  | |  | | |  | | |
| Frts oL-ro...ei .i--e^,:r.c,-de5. | | | 88 234 89 770 | | | | | | | |  | | | |  | |  | | |  | | |
| ' ?ràs ok:-.',f'..n | | | 51 357 33 010 | | | | | | | | F | | | |  | |  | | |  | | |
| i ' ?rà'f!. ,ruf;.-4.7r-Ju | | | 111 3,11 118 969 | | | | | | | | , | | | |  | |  | | |  | | |
| Obligations Internationales (Eurobond) | | | Oi | | | | | | | | l | | | |  | | l | | |  | | |
| Financement ON | | | 0 | | | | | | | |  | | | |  | |  | | |  | | |
| :Prêts Programmes | | | 96 097 100 700 , | | | | | | | | | | | |  | |  | | |  | | |
|  | | |  | | | | | | | | | | | |  | |  | | |  | | |
| 8. Ressources intérieures | | | 781 528: 701 290 | | | | | | | , | | | | |  | | , | | |  | | |
| ' Pré:-Î ocrq,,.e,'c.-..zes | | | 77 2931 83 742 | | | | | | | I | | | | |  | |  | | |  | | |
| ' Ce,::p.cr s sl, T | | | 672 4351 564 258  3' 3001 53 290 | | | | | | |  | | | | |  | |  | | |  | | |
| ' 3crs :.,.\_ *"r4;,:il* | | |
| C- Autres ressources de Trésorerie | | | 186 354 149 597 | | | | | | |  | | | |  | | |  | | | | | |
| 7,1r-\_,',7 es sur :«ml 177 700 124 600 | | | | | | | | | | ' | | | |  | | |  | |  | | | |
| ' Rerfccur.i-e're's Fr .i.15, e,i. à/,-;..^Ca5 | | 2 3,r 19 585 | | | | | | | |  | | | |  | | |  | |  | | | |
| ' :3éc...nsicrecn, à res.,:curces | |  | | | | | 0 | | |  | | | |  | | |  | |  | | | |
| ' ;'.r.-I': rerrcoés 5 3' 3 | | | | | | | 5 412 | | |  | | | |  | | |  | | | | | |
| TOTAL GLOBAL | 2 956 661 3 033 337 2 956 661 | | | | | | | | | | | | | 3 033 337 | | |  | 2,67, | | | | |

Article 36 : Le ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en 2023, dans les conditions fixées par décret, à des emprunts à court, moyen et long termes libellés en francs CFA et/ou en toute autre devise. Tout ou une partie des obligations du trésor pourrait être substitué par des obligations émises sur les marchés internationaux.

**Article 37** Il est prévu, au titre de la gestion 2023, des recrutements sur concours, appels à candidature, tests et entretiens, d'agents pour le compte des ministères, institutions de l'Etat, collectivités locales et autres organismes publics.

21

**Article 38** En application des dispositions de l'article précédent, le plafond

d'autorisation des emplois rémunérés dans les ministères et institutions par l'État, exprimé en équivalent temps plein (ETP), est fixé pour la gestion 2023 à 105 750.

**DEUXIEME PARTIE
  
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES - DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES**

**TITRE I
  
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**I- CREDITS BUDGETAIRES POUR LA GESTION 2023 A-** *DISPOSITIONS* **RELATIVES AL)** *BUDGET* **GENERAL**

**Article 39** 11 est ouvert au budget général pour la gestion 2023, des crédits de paiement s'élevant à 2 217 950 millions de francs CFA comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

**Article 40** Les crédits de paiement ouverts aux ministères et institutions de l'État au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à 1 258 200 millions de francs CFA et se répartissent comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Libellés** | **Montant**  (en millions de FCFA) | |
| Charges financières de la dette | 177 | 200 |
| Dépenses de personnel | 523 | 229 |
| Dépenses d'acquisitions de biens et services | 188 | 600 |
| Dépenses de transfert courant | 369 | 171 |

**Article 41 :** Les crédits de paiement ouverts pour la gestion 2023, au titre des dépenses en capital, se chiffrent à 959 750 millions de francs CFA et se décomposent comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Libellés** | **Montant**  (en millions de FCFA) |
| Financement intérieur |  | 639 150 |
| Financement extérieur |  | 320 600 |

**Article 42 :** Les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP) ouverts au titre de la gestion 2023 sont répartis par ministère et par programme budgétaire, tels que présentés dans le tableau B annexé à la présente loi.

*B- DISPOSITIONS RELATIVES AU BUDGET ANNEXE DU FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN*

22

Article 43 : Il est ouvert au budget annexe du fonds national des retraites du Bénin (FNRB) pour la gestion 2023, des crédits de paiement (CP) s'élevant à 105 400 millions de francs CFA comme indiqué dans le tableau A annexé à la présente loi.

C- *DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES* SPECIAUX *DU* **TRESOR**

Article 44 : Il est ouvert en 2023, au profit des ministères au titre des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement (CP) s'élevant à 23 050 millions de francs CFA, conformément à la répartition du tableau A annexé à la présente loi.

Article 45 : Le montant des crédits de paiement (CP) ouverts en loi de finances pour la gestion 2023, au titre des concours financiers de l'Etat (avances et prêts) s'élève à

12 000 millions de FCFA.

**D-** *DISPOSITIONS RELATIVES AUX REPORTS DE CREDITS*

Article 46 : Le président de la République est autorisé, en cours d'année 2023, à procéder par voie de décret, à des reports de crédits de 2022 sur 2023, en cas de nécessité et dans le respect de l'équilibre budgétaire voté par le parlement.

**Il- PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS POUR LA GESTION 2023 PAR MINISTERE ET INSTITUTION DE L'ETAT**

Article 47 : Le plafond des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat au titre de la gestion 2023, exprimé en équivalent temps plein (ETP), est réparti par ministère et institution de l'Etat comme suit :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (En ETPT) | | | | |
| **Section** | **Ministère/Institution** | **Plafonds  d'emploi 2022**  **(A)** | **Plafonds  d'emploi 2023**  **(B)** | **Ecart (B-A)** |
| 001 | ASSEMBLEE NATIONALE | 414 | 414 | 0 |
| 002 | COUR CONSTITUTIONNELLE | 186 | 186 | 0 |
| 003 | COUR SUPREmE | 118 | 116 | -2 |
| 004 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 150 | 150 | 0 |
| 005 | H.A.A\_C. | 242 | 242 | 0 |
| 006 | HAUTE COUR DE JUSTICE | 77 | 76 | -1 |
| 007 | MED!ATEUR DE LA REPUBLIQUE | 44 | 44 | 0 |
| 008 | C.E.N.A | 74 | 74 | 0 |
| 009 | PRESIDENCE | 469 | 394 | -75 |
| 010 | APDP | 8 | 8 | 0 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 033 | CBDH | 36 | 36 | 0 |
| 036 | COUR DES COMPTES | 107 | 107 | 0 |
| 011 | M.D.0 | 356 | 403 | 47 |
| 012 | M.J.I. | 1 376 | 1 300 | -76 |
| 013 | M.A.E.0 | 479 | 479 0 | |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 014 | M.E.F | 3 653 | 3 436 | -217 |
| 015 | m.I.S.P | 10 526 | 12 499 | 1 973 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 016 | M.A.E.P |  | 2 335 | 2 335 |
| 017 |  |  | 637 | 638 |
| 018 | M.T.F.P |  | 526 | 527 |
| 019 | M.S |  | 12 215 | 14 240 |
| 020 | M.E.S.R.S |  | 1 798 | 1 909 |
| 021 | M.E.S.T.F.P |  | 13 904 | 13 962 |
| 022 | M.E.M.P |  | 32 117 | 31 945 |
| 024 | M.I.T |  | 393 | 373 |
| 025 | M.I.0 | 276 | | 285 |
| 026 |  |  | 869 | 788 |
| 027 | M.C.V.D.D |  | 1 010 | 1 212 |
| 028 | M.P.M.E.P.E |  | 148 | 124 |
| 029 | M. SPORTS |  | 248 | 246 |
| 030 | M.D.N |  | 14 443 | 15 996 |
| 031 | M.E |  | 206 | 202 |
| 032 | M.E.M |  | 351 | 377 |
| 034 | M.T.C.A |  | 363 | 366 |
| 035 | M.N.D |  | 244 | 261 |

o

1

1

2 025



58

-172

-20

9

-81

202

-24

I -2

1 553

-4

26

3

17

|  |
| --- |
| **TOTA L** 100 398 105 750 5 352 |

TITRE II
  
DISPOSITIONS SPECIALES ET FINALES

23

I- DISPOSITIONS SPECIALES

Article 48 : Le ministre chargé des finances, ordonnateur principal unique des recettes du budget de [Etat et des opérations de trésorerie est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation des engagements de dépenses des ministères et institutions de l'Etat en fonction du rythme de recouvrement des recettes budgétaires et de mobilisation des ressources de financement.

Après appréciation du niveau des ressources disponibles sur le compte unique du trésor et du rythme de décaissement des dépenses, il peut procéder à une gestion active de la trésorerie.

Article 49 : Il est autorisé au titre de la gestion 2023, des engagements par anticipation sur les crédits de fonctionnement des établissements scolaires, universitaires et des postes diplomatiques et consulaires de la gestion 2024. Toutefois, lesdits engagements ne peuvent excéder le quart des crédits ouverts en 2021.1

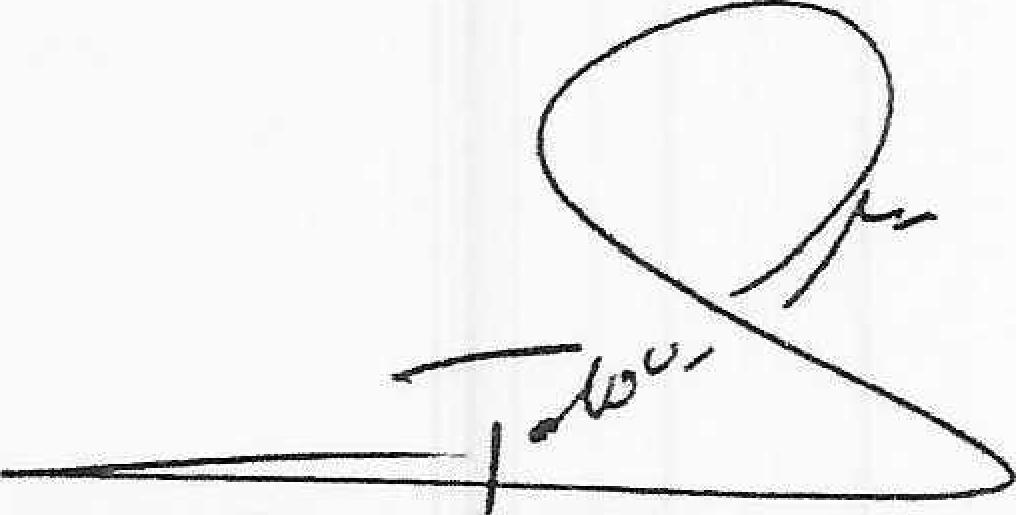
DISPOSITIONS FINALES

Article 50 Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

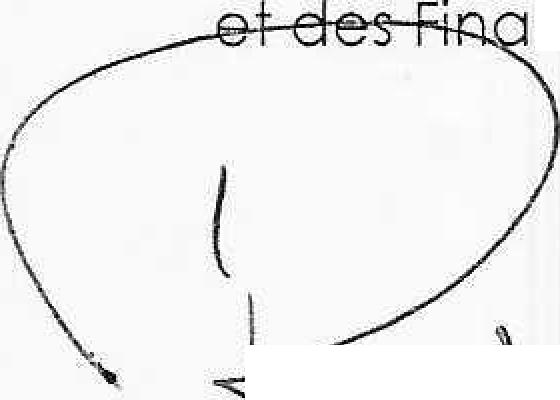
Article 51 La présente loi, qui entre en vigueur à compter du ler janvier 2023, sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 09 décembre 2022

Par le Président de la République,



Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



Le Ministre du Développement et de la
  
Coordination de TAction Gouvernementale,

**'/\-**

**Abdoulaye B10 TCHANE**

Ministre d'Etat



**Patrice TALON.-**

• Le Ministre de II Economie

nces,

1

**Romuald WADAGNI**Ministre d' Etat



Le Garde des Sceaux, Ministre de
  
Io Justice et de la Législation,

|  |  |
| --- | --- |
| Séverin Maxime |  |

AMPLIATIONS: PR 6 - AN 4 - CC 2 - CS 2- M 2 - HARO 2 - CES 2-- HCJ 2 - MDC 2 - MJL 2 - MEF 2 - AUTRES

MINISTERES 20 -SGG 4-JORB 1.-